

# B. Hamon : « Les électeurs désireux d'idées nouvelles »

Revenu universel pour faire face à une réduction du temps de travail jugée inévitable, recrutement massif dans l'Education : l'ancien ministre propose à la primaire un projet résolument progressiste

Il est l'homme qui monte dans les sondages dédiés à la primaire de La Belle Alliance populaire. Troisième pour l'heure, une position d'attente à la Fillon qui lui autorise tous les espoirs. Benoît Hamon a remporté une première victoire: il est aujourd'hui audible, sur un projet résolument de gauche qu'il décline avec conviction.

**Votre passage dans L'Emission politique sur France 2 a dopé votre popularité. Deux heures de télé valent finalement mieux que d'être ministre deux ans...**

Je pense surtout que la primaire rend les Français plus attentifs à ce que disent les candidats. Et quand on dispose de deux heures pour développer ses convictions, avec plus de liberté qu'on peut en avoir quand on siège au gouvernement, cela donne plus de sens et de qualité au message que l'on porte. Et puis, je crois qu'il y a aujourd'hui une vraie attente des Français, liée à l'inquiétude d'une élimination de la gauche du second tour de la présidentielle et à la nécessité de retrouver des repères. Beaucoup d'électeurs sont aussi désireux d'idées nouvelles, alors que la gauche radote un peu son message, les mêmes solutions qui ont échoué à réduire les inégalités et le chômage.

**Qu'est-ce qui vous distingue d'Arnaud Montebourg, voire de Jean-Luc Mélenchon ?**

Moi, je ne raisonne pas par rapport aux autres, je ne fais pas l'inventaire de ce que nous avons de commun ou de différent, je défends mes idées. J'essaie de ne pas sacrifier le long terme au court terme, de ne pas penser l'avenir de la société française à un ou deux ans, voire aux cent premiers jours du mandat.

## Bio express

- Né le 26 juin 1967 à Saint-Renan (Finistère).
- Président des Jeunes socialistes de 1993 à 1995.
- Député européen de 2004 à 2009.
- Porte-parole du PS de 2008 à 2012.
- Ministre de l'Economie sociale et solidaire de 2012 à 2014.
- Ministre de l'Education d'avril à août 2014.
- Député des Yvelines depuis août 2014.
- Conseiller régional d'Ile-de-France depuis 2015.



Positionné très à gauche, Benoît Hamon est actuellement crédité de la troisième place à la primaire. (Photo AFP)

Notre pays vit des transitions qui sont inédites par leur ampleur. En premier lieu, l'impact de l'activité humaine sur l'environnement, le réchauffement climatique, la biodiversité qui se réduit... Le second défi est celui de la révolution numérique sur le travail, qui va se raréfier.

Ce sont des millions d'emplois qui vont disparaître parce que tout ce dont l'humanité a besoin pour vivre va être produit avec moins de travail humain, grâce aux robots et sans forcément de gain de croissance à la clé. Il faut donc anticiper, repenser les politiques publiques de manière à maîtriser cette transition et, en l'occurrence, à partager le travail. D'où ma proposition de nouvelle protection sociale avec le revenu universel, pour permettre à chaque individu de maîtriser son temps de travail.

**De quelle façon mettez-vous en œuvre ce revenu universel ?**

Ce sera un processus progressif. Ce nouveau pilier de la protection sociale sera d'abord très utile aux jeunes, qui connaîtront moins le travail salarié que nous, qui alternent des contrats courts salariés et du travail indépendant, de l'auto-entrepreneuriat, des périodes de formation. Ils ont dès lors besoin d'une protection sociale différente de celle de leurs parents. Le revenu universel, en accordant un complément de revenu [d'environ 600 euros, Ndlr] à toute personne,

chômeur, salarié, retraité, permettra à chacun de choisir son temps de travail et il pourra, par exemple, accompagner le passage de 35 h à 30 h pour une personne qui le souhaitera. Bref, il protégera tout le monde dans une vie où le travail sera plus intermittent et plus rare.

**Vous souhaitez donc le maintien des 35 h et tendre vers les 32 h...**

Ma proposition n'est pas de passer à 32 heures. Je dis qu'il faut encourager les entreprises à réduire le temps de travail, c'est le sens historique des choses. Mais pour ce faire, plutôt que de distribuer des milliards d'argent public sous forme de baisses de cotisations sans contrepartie, il faut désormais conditionner des baisses importantes de cotisations sociales patronales à un accord de réduction du temps de travail ou de création d'emplois. Je ne veux plus qu'il y ait 40 milliards d'euros mis sur la table par l'Etat sans aucune contrepartie.

**Votre projet est à l'évidence le mieux-disant socialement, au point que vos adversaires le jugent difficile à financer...**

Je ne fais pas un programme pour la première année. J'ai fait le pari du moyen et long terme. Je suis heureux que les socialistes se préoccupent du financement, avant même de savoir où ils veulent aller... Mais si on avait procédé ainsi, on n'aurait jamais fait ni la Sécurité sociale, ni le

RMI, ni la Couverture maladie universelle. On voit toujours les mêmes réflexes qui relèvent de l'autocensure, de la culpabilisation, voire de la caricature, quand on prête au revenu universel le risque de faire augmenter les impôts drastiquement. Moi, je propose de créer une taxe sur les robots. Quand une personne est remplacée par un robot, quand l'entreprise économise ainsi un salaire, tout en faisant toujours autant de richesse et en cotisant moins, il me semble que le robot doit être soumis à contribution au regard de la richesse qu'il crée, pour financer la protection sociale des salariés. C'est une de mes pistes pour financer le revenu universel et les politiques sociales que je veux mettre en œuvre.

**Vous voulez plus de fonctionnaires, en particulier dans l'Education. Combien ?**

Deux fois 20000 d'abord dans l'Education nationale, parce que je veux créer un service public de l'aide aux devoirs. Les principales inégalités se nouent au moment où l'on quitte la classe, où un enfant rentre chez lui pour faire ses devoirs. Si les conditions n'y sont pas propices, si ses parents ne peuvent pas l'aider, il ne réalisera jamais les apprentissages correctement. C'est pour cela que je veux créer un service public de l'aide aux devoirs, qui casse cette inégalité de fait entre les élèves.

Sa mise en place suppose le recrutement de 20000 profs. 20000 autres seront destinés à améliorer la formation continue des enseignants. On a rétabli la formation initiale, il est maintenant important, par rapport au numérique, aux pédagogies nouvelles, à l'évolution des disciplines, que nos professeurs soient mieux aguerris. Je veux maintenir un effort appuyé sur l'éducation. Il faut aussi créer des postes supplémentaires dans la police, notamment dans les Zones de sécurité prioritaires. Dans ces zones, il faut en outre appliquer pour les agents le système de prime qui existe dans les collèges pour les enseignants. Une incitation financière est légitime dès lors qu'on exerce son métier dans un secteur plus compliqué.

**Vous souhaitez sortir de la culture de la détention. Avec quelle solution alternative ?**

Elle existe. C'est la contrainte pénale, qui permet d'exécuter une peine qui ne passe pas forcément par la prison, dont on

constate qu'elle est criminogène et rend parfois des petits délinquants plus dangereux à leur sortie qu'à leur arrivée. Toutes les expériences, dans le monde entier, montrent que mettre en détention les petits délinquants a des conséquences beaucoup plus graves en termes de récurrence que de proposer une alternative à la prison. Il faut changer notre culture en la matière, y compris en donnant des moyens supplémentaires pour faire vivre la contrainte pénale, plutôt que de remplir les prisons.

**« Une taxe sur les robots »**

**Vous proposez une TVA différenciée pour les produits vertueux écologiquement. Comment fonctionnera-t-elle ?**

Elle sera fondée sur des critères comme l'empreinte carbone d'un produit, sa durabilité, ses composants (substances toxiques, perturbateurs endocriniens). A partir de là, on construira une fiscalité sur le principe du pollueur payeur. Plus le produit sera polluant, moins il sera recyclable et durable, plus la TVA sera élevée, pour encourager les consommateurs à choisir des produits verts et les industriels à se diriger vers une production moins productiviste.

**Le référendum d'initiative populaire à partir de 1 % des inscrits sur les listes électorales pour proposer ou remettre en cause une loi: vous avez une conception très large de la démocratie participative...**

Ce sera encadré. Ce référendum permettra de remettre en cause les futures lois contre lesquelles 450000 citoyens signeraient une pétition, sur un site officiel où il faudra laisser son adresse et ses références. Il ne s'agira pas juste de poster un mail. Sur le plus gros site de pétitions en France, les plus importantes pétitions ont porté sur la loi Travail et le gaspillage alimentaire. On est sur des sujets lourds. Notre pays ne souffre pas de trop de démocratie, mais de pas assez. Si on laisse les politiques agir en toute impunité, parfois à l'encontre des engagements qu'ils ont pris, on arrive à des impasses comme le 49-3 utilisé sur la loi Travail et cette situation d'une gauche qui a découragé ses propres électeurs.

PROPOS RECUEILLIS  
PAR THIERRY PRUDHON  
tprudhon@nicematin.fr